

47

COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'ÉDUCATION ET D'HÉBERGEMENT (319)

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 21 MARS 2000 PORTANT
INSTITUTION D'UN FONDS DE SÉCURITÉ D'EXISTENCE DÉNOMMÉ «FONDS
MARIBEL SOCIAL POUR LES ÉTABLISSEMENTS ET LES SERVICES
APPARTENANT À LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA
RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE ET RESSORTISSANT À LA COMMISSION
PARITAIRE DES MAISONS D'ÉDUCATION ET D'HÉBERGEMENT» ET FIXANT
SES STATUTS

A. INSTITUTION

Article 1^{er}

Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire 319 institue un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont fixés ci-après.

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et des services ressortissant à la Commission paritaire 319 et agréés **et/ou** subsidiés par la Commission communautaire commune de la Région Bruxelles-Capitale.

Par «**employeurs**», on entend les employeurs exerçant leur activité principale dans une ou plusieurs activités décrites à l'article 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1997, 6 juillet 1997, 16 avril 1998 et suivants, et qui sont constitués en association sans but lucratif ou en société à finalité sociale, dont les statuts stipulent que les associés ne recherchent aucun bénéfice patrimonial.

Par «travailleurs», on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 3

La présente convention collective de travail produit ses effets au 1^{er} janvier 1999 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année, avec effet au 1^{er} janvier de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée, adressée au président de la Commission paritaire.

Le Président transmet une copie à chacune des parties contractantes ainsi qu'au ministre fédéral de l'Emploi et du Travail, de même qu'à l'Office national de sécurité sociale.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	MR. N°	56.675/6/319
29 -03- 2000	05 -03- 2000		

B. STATUTS

CHAPITRE I^{ER}: DÉNOMINATION ET SIÈGE SOCIAL

Article 4

À partir du 1^{er} janvier 1999, un fonds de sécurité d'existence, dénommé «Fonds **Maribel** social pour les établissements et les services appartenant à la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale et ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement» (appelé ci-après en abrégé : «le Fonds») est institué.

Le siège du Fonds est établi au Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail - Service des relations collectives de travail, à 1040 Bruxelles, rue Belliard 51.

Le siège administratif du Fonds est fixé à 1000 Bruxelles, quai du Commerce 48.

Ce siège peut être transféré ailleurs, par décision unanime du conseil d'administration du Fonds, prévu à l'article 12. Le conseil d'administration notifie sa décision au Président de la Commission paritaire et au ministre fédéral de l'Emploi et du Travail.

CHAPITRE II: OBJET

Article 5

Le Fonds de sécurité d'existence institué par la présente convention collective de travail a comme seul objectif, à partir de son entrée en **vigueur**, la gestion de la somme **mutualisée** des réductions de cotisations visées à l'article 2 de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand et à l'arrêté royal du 16 avril 1998.

Le Fonds est chargé, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel pris en exécution de l'article 2, alinéa 3 de l'arrêté royal du 5 février 1997, de:

- la perception du produit des réductions de cotisations en vue de la promotion de **l'emploi**, comme prévues par l'autorité fédérale et affectées par l'Office national de sécurité sociale;
- l'octroi du produit des réductions des cotisations aux employeurs qui s'engagent à fournir un effort supplémentaire en faveur de l'emploi, selon les modalités prévues aux arrêtés royaux des 5 février 1997 et 16 avril 1998 et selon les modalités prévues par les conventions collectives de travail et les modalités d'exécution telles que fixées par le conseil d'administration du Fonds.

Article 6

Dans le cadre de l'objectif défini à l'article 5, le Fonds peut demander l'autorisation d'affecter une partie du produit des réductions de cotisations visé à l'article 5 de la présente convention collective de travail pour couvrir les frais de personnel, de perception et d'administration.

Article 7

Dans le cadre de l'**objectif** défini à l'article 5 et pour la période à partir de son entrée en **vigueur**, le Fonds remplit toutes les missions confiées aux fonds sectoriels par **et/ou** en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997.

Article 8

Le Fonds est autorisé à conclure un contrat de gestion avec le ministre fédéral de l'Emploi et du Travail.

CHAPITRE III: FINANCEMENT

Article 9

Les moyens financiers du Fonds se **composent**, pour la période à partir de son entrée en vigueur:

- du produit des réductions de cotisations mentionné à l'article 5, alinéa 1^{er} de la présente convention collective de **travail**, y compris les rentes;
- les autres moyens financiers qui pourraient être octroyés par la réglementation des autorités ou par une convention collective de travail sectorielle pour couvrir les frais d'administration visés à l'article 10.

Article 10

Les frais **d'administration** du Fonds sont fixés annuellement par le conseil d'administration prévu à l'article 12.

Ces frais sont couverts exclusivement par:

- les interventions prévues à l'**article 6**;
- les moyens éventuellement mis à disposition par les autorités ou par une convention collective de travail sectorielle.

Les frais **d'administration** comprennent également les coûts de l'intervention du réviseur d'entreprise désigné par le conseil d'administration du Fonds en exécution du contrat de gestion avec le ministre fédéral de l'Emploi et du Travail.

CHAPITRE IV: BÉNÉFICIAIRES, OCTROI ET LIQUIDATION DES AVANTAGES

Article 11

Les employeurs concernés reçoivent les interventions du Fonds selon les modalités prévues par les conventions collectives de travail conclues concernant le **Maribel** social au sein de la Commission paritaire et selon les modalités d'exécution comme prévues par le conseil d'administration du Fonds.

CHAPITRE V: GESTION

Article 12

Le fonds est géré par un conseil d'administration paritaire qui se compose de 10 membres effectifs et 10 membres suppléants.

Ces membres sont désignés par et entre les membres de la Commission paritaire, pour moitié sur présentation par les organisations représentatives d'employeurs et pour moitié sur présentation par les organisations représentatives de travailleurs.

Article 13

Les membres du conseil **d'administration** sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la Commission paritaire.

Le mandat de membre du conseil **d'administration** prend fin en cas de démission ou de décès ou lorsque le mandat comme membre de la Commission paritaire prend fin ou lorsque l'organisation qui a présenté le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé cesse de faire partie de l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre **achève**, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du conseil **d'administration** sont renouvelables.

Article 14

Les membres du conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat.

Article 15

Le conseil **d'administration** choisit chaque année un président et un vice-président parmi ses membres, issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

D désigne également la personne chargée du secrétariat.

Article 16

Le conseil **d'administration** dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds, dans les limites fixées par la loi du 7 janvier 1958, par les présents statuts et par l'arrêté royal du 5 février 1997.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, **celui-ci** intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du **vice-président** agissant conjointement, chacun étant remplacé le cas échéant par un membre du conseil **d'administration**, désigné à cet effet par le conseil.

Le conseil **d'administration** a, pour la période à partir de son entrée en vigueur, notamment pour mission:

- d'octroyer le produit des réductions de cotisations conformément aux dispositions visées à l'article 5 et de suivre cet octroi;
- de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions de l'arrêté royal du 5 février 1997 et de ses arrêtés d'exécution;
- de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du fonds;
- d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts;
- de déterminer les frais d'administration;
- de transmettre chaque année au cours du mois de juin un rapport écrit sur l'**exécution** de sa mission à la Commission paritaire;

- Am
- de transmettre aux instances compétentes les rapports concernant le fonctionnement et l'**exécution** des missions.

Article 17

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par semestre.

Le conseil **d'administration** se réunit soit sur convocation du président agissant **d'office**, soit à la demande de la moitié au moins des membres du conseil **d'administration**, soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le conseil **d'administration**, et signés par celui qui a présidé la réunion.

Les extraits de ces **procès-verbaux** sont signés par le président et le vice-président

Article 18

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins, tant des membres de la délégation des travailleurs que des membres de la délégation des employeurs, est présente.

Les membres peuvent se faire représenter pour la réunion **concernée**, par procuration écrite, par un autre membre appartenant, comme l'absent, aux organisations de travailleurs ou d'employeurs représentées à la Commission paritaire.

Article 19

Les décisions du conseil d'administration sont prises à l'unanimité des voix des membres présents, sauf en cas de dispositions contraires prévues par le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil d'administration.

CHAPITRE VI: CONTRÔLE

Article 20

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire, dans sa qualité de réviseur, désigne un réviseur d'entreprise en vue du contrôle de la gestion du Fonds.

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la Commission paritaire.

De plus, il informe régulièrement le conseil **d'administration** du Fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations **qu'il juge utiles**.

CHAPITRE VII: BILAN ET COMPTES

Article 21

Chaque année le «bilan et comptes» de l'exercice écoulé est clôturé au 31 décembre.

CHAPITRE VIII: DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 22

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

Article 23

Il est dissous par la Commission paritaire à la suite d'un préavis **éventuel**, comme prévu à l'article 3.

Article 24

Après le paiement du passif, les biens et les valeurs du Fonds sont transférés au Fonds pour l'emploi non marchand visé à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 mai 1998.

La Commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du conseil d'administration du Fonds.

PARITAIR COMITÉ VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN (319)

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 21 MAART 2000 HOUDENDE DE OPRICHTING VAN EEN FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID GENAAMD "FONDS SOCIALE MARIBEL VOOR DE INSTELLINGEN EN DIENSTEN BEHOREND TOT DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST EN DIE RESSORTEREN ONDER HET PARITAIR COMITÉ VAN DE OPVOEDINGS EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN", EN DE VASTSTELLING VAN ZIJN STATUTEN.

A. OPRICHTING

Artikel 1 -Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, alinéa 1, 1° van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid richt het Paritair Comité 319 een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

Artikel 2 -Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Comité 319 en die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Onder "werkgevers" wordt verstaan de werkgevers die hun voornaamste activiteit uitoefenen in één of meerdere activiteiten omschreven in artikel 1, 1° van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 5 mei 1997, 6 juli 1997, 16 april 1998 en volgende, en die georganiseerd zijn als vereniging zonder winstoogmerk of als instelling met een sociaal oogmerk waarvan de statuten bepalen dat de vennoten geen vermogensvoordeel nastreven.

Onder "werknemers" wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Artikel 3 -Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking vanaf 1 januari 1999 en is voor onbepaalde duur gesloten.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 30 juni van ieder jaar met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgend jaar.

De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité.

De Voorzitter laat een kopie van de opzegging aan elk der ondertekenende partijen geworden alsook aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid alsook aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

NEEFLEGGING DÉPÔT / REGISTRE ENREGISTRÉ
29-03-2000 / 05-03-2001
NR.
N°

56.675/6/319

B. STATUTEN

HOOFDSTUK I : BENAMING EN MAATSCHAPPELIJKE ZETEL.

Artikel 4 -vanaf 1 januari 1999 wordt een Fonds voor Bestaanszekerheid opgericht, genaamd "**Fonds Sociale Maribel voor de instellingen en diensten behorend tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die ressorteren onder het Paritair Comité van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen**", hierna afgekort genoemd "Maribelfonds GG-BHG".

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd op het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid - Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen te 1040 BRUSSEL - Belliardstraat, 51.

De administratieve zetel van het Fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Handelskaai 48. Deze zetel kan bij unanieme beslissing van de Raad van Beheer van het Fonds, voorzien bij artikel 12, elders overgeplaatst worden. De Raad van Beheer betekent zijn beslissing aan de Voorzitter van het Paritair Comité en aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

HOOFDSTUK II : DOEL :

Artikel 5 -Het Fonds voor Bestaanszekerheid opgericht door deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als enig doel vanaf zijn inwerkingtreding het beheer van de gemutualiseerde som van de bijdrageverminderingen bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, en het koninklijk besluit van 16 april 1998.

Het Fonds is belast, overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit getroffen in uitvoering van artikel 2, alinéa 3 van het koninklijk besluit van 5 februari 1997, met:

- het ontvangen van de som van de bijdrageverminderingen ter bevordering van de tewerkstelling, zoals bepaald door de fédérale overheid en toegekend door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
- het toekennen van de som van de bijdrageverminderingen aan de werkgevers die zich ertoe verbinden om een extra inspanning te leveren voor de tewerkstelling volgens de modaliteiten voorzien in het koninklijk besluit van 5 februari 1997 en 16 april 1998, en volgens de modaliteiten bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomsten en de uitvoeringsmodaliteiten zoals beslist door de Raad van Beheer van het fonds.

Artikel 6 -binnen het doel omschreven in artikel 5 kan het Fonds de toelating vragen om een gedeelte van de som van de bijdrageverminderingen bedoeld in artikel 5 van deze overeenkomst te gebruiken ter dekking van de personeels-, innings- en administratiekosten.

Artikel 7 -binnen het doel omschreven in artikel 5 en voor de période vanaf zijn inwerkingtreding vervult het Fonds alle opdrachten toevertrouwd aan de sectorale fondsen door en/of krachtens het koninklijk besluit van 5 februari 1997.

Artikel 8 -Het Fonds wordt de toelating verleend een beheersovereenkomst te sluiten met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

HOOFDSTUK III : FINANCIERING.

Artikel 9 -De geldmiddelen van het fonds bestaan voor de période vanaf zijn inwerkingtreding uit:

- de som van de bijdrageverminderingen vermeld in artikel 5, alinéa 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, met inbegrip van de renten;
- de andere geldmiddelen die zouden toegekend worden door de reglementering van de overheid of door een sectorale arbeidsovereenkomst omde in artikel 10 bedoelde administratiekosten te dekken.

Artikel 10 -De administratiekosten worden elk jaar vastgesteld door de Raad van Beheer voorzien bij artikel 12.

Deze kosten worden uitsluitend gedekt door:

- de tussenkomsten bedoeld in artikel 6;
- de eventuele middelen die ter beschikking worden gesteld door de overheid of door een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

De administratiekosten omvatten eveneens de kosten voor de tussenkomst van de bedrijfsrevisor aangeduid door de Raad van Beheer van het Fonds, in uitvoering van de beheersovereenkomst met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

HOOFDSTUK IV : RECHTHEBBENDEN, TOEKENNING EN BETALING VANDE BIJDRAGEVERMINDERINGEN.

Artikel 11 -De betrokken werkgevers ontvangen de tussenkomsten van het Fonds volgens de modaliteiten voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomsten die met betrekking tot de Sociale Maribel in het bevoegd Paritair Comité worden gesloten en volgens de uitvoeringsmodaliteiten zoals beslist door de Raad van Beheer van het Fonds.

HOOFDSTUK V : BEHEER.

Artikel 12 -Het Fonds wordt beheerd door een paritaire Raad van Beheer samengesteld uit 10 effectieve leden en 10 plaatsvervangende leden. Deze leden worden aangeduid door en onder de leden van het Paritair Comité, voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

Artikel 13 -De leden van de Raad van Beheer worden aangesteld voor dezelfde période als deze van hun mandaat als lid van het Paritair Comité.

Het mandaat als lid van de Raad van Beheer vervalt door ontslagneming of door overlijden of wanneer het mandaat als lid van het Paritair Comité een einde neemt of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem voorgedragen heeft.

Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van de Raad van Beheer zijn hernieuwbaar.

Artikel 14 -De leden van het Raad van Beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen aangegaan door het Fonds. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

Artikel 15 -De Raad van Beheer kiest elkjaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de werkgeversafvaardiging.

Hij duidt eveneens de persoon aan die met het secretariaat wordt belast.

Artikel 16 -De Raad van Beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds, binnen de limieten gesteld door de wet van 7 januari 1958, deze statuten en het koninklijk besluit van 5 februari 1997.

Tenzij andersluidende beslissing van de Raad van Beheer treedt deze laatste in al zijn handelingen op en handelt hij in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van de Raad daartoe door de Raad aangesteld.

De Raad van Beheer van het Fonds heeft voor de période vanaf zijn inwerkingtreding onder meer als opdrachten:

- het toekennen van de som van de bijdrageverminderingen, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 5 en het opvolgen van deze toekenning;
- alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 en van zijn uitvoeringsbesluiten
- over te gaan tot de eventuele aanwerving en afdanking van het personeel van het Fonds;
- contrôle uit te oefenen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
- de administratiekosten vast te stellen;
- tijdens de maand juni van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het Paritair Comité over de vervulling van zijn opdrachten;
- aan de bevoegde instanties de verslagen betreffende de werking en de uitvoering van de opdrachten over te maken.

Artikel 17 -De Raad van Beheer vergadert minstens éénmaal per semester.

De Raad vergadert hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van tenminste de helft van zijn leden, hetzij op vraag van een der in zijn schoot vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de dagorde bevatten.

De notulen worden opgemaakt door de secretaris aangewezen door de Raad van Bèheer en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Artikel 18 -De Raad van Bèheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is. De leden kunnen zich laten vertegenwoordigen bij schriftelijke volmacht voor de betrokken vergadering, door een ander lid, naargelang de afwezige, uit de werknemers- of de werkgeversorganisaties deel uitmakend van het Paritair Comité.

Artikel 19 -Behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk règlement opgesteld door de Raad van Bèheer worden zijn beslissingen getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden.

HOOFDSTUK V : CONTROLE.

Artikel 20 -Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het Paritair Comité in hoedanigheid van revisor een bedrijfsrevisor aan ter contrôle van het beheer van het Fonds. Deze moet minstens éénmaal per jaar verslag uitbrengen bij het paritair Comité. Bovendien licht hij de Raad van Beheer van het Fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

HOOFDSTUK VII : BALANS EN REKENINGEN.

Artikel 21 -Elk jaar worden op 31 december de balans en rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten.

HOOFDSTUK VIII : ONTBINDING EN VEREFFENING.

Artikel 22 -Het Fonds is opgericht voor een onbepaalde duur.

Artikel 23 -Het wordt ontbonden door het Paritair Comité ingevolge een gebeurlijke vooropzeg zoals voorzien in artikel 3.

Artikel 24 -Na betaling van het passief, worden de goederen en waarden van het Fonds overgeheveld naar het non-profit tewerkstellingsfonds bedoeld in artikel 7 van het Ministerieel besluit van 20 mei 1998. Het paritair Comité duidt de vereffenaars aan onder de leden van de Raad van Beheer van het Fonds.